

## **L'Argentine ou les extrémités du néolibéralisme**

### ***Lignes d'Attac***

Si l'on veut savoir où conduisent les politiques néolibérales menées jusqu'au bout, il suffit dorénavant de se reporter au cas d'école dont on dispose désormais avec l'exemple argentin.

#### **La dette, héritage de la dictature**

Le néolibéralisme est né en Argentine sous l'égide d'une dictature militaire qui, dès son arrivée au pouvoir en 1976, met en œuvre un plan de libéralisation de l'économie et d'ouverture au marché mondial, semblable à celui de Pinochet au Chili. Cette orientation enclenche un processus de régression économique et sociale qui aboutit, après bien des péripéties, à la crise actuelle. L'un des phénomènes les plus spectaculaires est la désindustrialisation, qui fait régresser la spécialisation économique du pays. Le déficit extérieur devient chronique, et conduit à une croissance régulière de la dette, dans un climat de corruption généralisée. Ces déséquilibres ne cessent pas après la chute de la dictature et conduisent à une perte de substance de la monnaie qui dérape en hyper-inflation à la fin des années 80 (la « décennie perdue »). La hausse annuelle des prix à la consommation atteint le taux record de 4900 % en 1989. Ce désastre ramène le péronisme au pouvoir, en la personne de Carlos Menem, qui choisit d'ancrer le peso sur le dollar en 1991.

« Un pour un », c'est le même slogan que pour l'unification allemande et, dans les deux cas, il s'agit d'affirmer la prééminence d'un principe politique sur les réalités de l'économie. Ce tournant s'inscrit dans une logique que l'on retrouve alors au Brésil et au Mexique. Le mérite d'une telle politique est double : elle freine l'inflation importée et allège le poids réel de la dette, qui est évidemment libellée en dollars. Mais ces avantages s'accompagnent d'un grave inconvénient, qui est la perte de compétitivité des exportations. Cette configuration aggrave les traits de dépendance de pays comme l'Argentine et conduit à un creusement important du déficit commercial, chaque fois que la croissance économique reprend.

Dans la logique de ce modèle, il faut donc attirer les capitaux, ce qui suppose en particulier de garantir la fixité du taux de change. Il faut ensuite leur offrir des occasions de placement, et c'est pourquoi la politique de Menem a consisté à privatiser à outrance. L'Argentine est probablement le champion mondial des privatisations. C'est même d'une véritable braderie dont il s'agit, placée d'emblée sous le signe de la corruption. Dans la même veine, la réforme des retraites organise le passage, en principe facultatif, d'un système par répartition à un système par capitalisation, géré par le réseau des AFJP (Associations de Fonds de Retraites et de Pension) qui élargit encore le champ de la financiarisation et renvoie sur le budget de l'Etat la charge de la transition entre les deux régimes.

#### **La finance prédatrice**

L'Argentine a donc été le paradis de la finance, où l'on prenait à la lettre son programme : privatisations et fonds de pension ! Mais l'Argentine illustre aussi les contradictions d'un tel processus. L'essor de la finance ne tombe pas du ciel et ne s'est pas réalisé au détriment du capital productif, mais sur le dos des salariés, comme y insiste l'économiste argentin Claudio Katz : « les victimes du modèle, ce sont les salariés, dont les rémunérations ont baissé de 0,5% pour chaque point de croissance, et certainement pas les capitalistes qui ont profité de la précarisation du travail tout au long des années 90 ». La contrepartie de cette situation, c'est la récession, et une profonde régression sociale : 37 % de pauvres, 30 % de chômeurs, la moitié des salaires inférieurs à 500 dollars, la quasi-faillite de la Sécurité sociale, etc.

Telles sont les conditions de l'efficacité du modèle néolibéral qui suffisent à le rendre socialement inacceptable. Mais c'est également un modèle économiquement chaotique, puisque son fonctionnement engendre une montée incontrôlable de la dette extérieure qui passe de 8 milliards de dollars en 1975 à son montant actuel, qui varie entre 132 et 145 milliards de dollars selon les sources. La charge de cette dette représente aujourd'hui la moitié des exportations et presque un quart des recettes fiscales.

Or, l'un des traits fondamentaux du modèle néolibéral, c'est la défiscalisation. L'Etat minimum est condamné au déficit permanent, alors même que la dette extérieure se retrouve inscrite au budget de l'Etat, par un mécanisme de vases communicants. C'est en dernier recours l'Etat qui supporte la charge de la dette mais, faute de ressources fiscales suffisantes, il doit s'endetter pour en payer les intérêts : cet effet « boule de neige » devient vite incontrôlable et renforce tous les autres mécanismes. Il n'est donc pas surprenant de constater que tous les plans d'ajustement mis en œuvre se donnaient comme objectif le déficit zéro du budget de l'Etat. Le gouvernement a par exemple baissé de 13 % les traitements et les retraites des fonctionnaires. Il s'agit de ne pas distraire les rares ressources budgétaires de la priorité qui leur est assignée, à savoir le paiement de la dette extérieure.

Cette financiarisation traduit le caractère de plus en plus rentier d'une classe capitaliste recentrée sur les profits tirés de l'agriculture, de l'élevage et de la finance. Elle ne dispose pas d'un projet de développement autonome de l'économie nationale et consacre la majeure partie de ses profits, non pas à l'investissement, mais à la fuite de capitaux. On estime ainsi à 120 milliards de dollars, soit presque autant que la dette, les avoirs que les Argentins les plus riches ont fait sortir du pays.

### **Le piège monétaire**

Dix ans après, le piège de l'indexation du peso sur le dollar vient de se refermer inexorablement. La hantise de l'inflation s'opposait à la remise en cause du dogme de la « convertibilité ». Mais la maîtrise des prix avait un coût énorme, en raison des coupes budgétaires et du gel salarial sur lequel il reposait en fin de compte. A l'extérieur, la politique de peso fort conduisait à une perte de compétitivité des produits argentins, notamment à l'égard du Brésil qui avait peu à peu détaché le real du dollar auquel il avait été indexé en même temps que le peso. Ainsi, même à l'intérieur des différentes fractions du capital, cette politique était contradictoire : pour les rentiers, le niveau élevé du peso était une garantie de leur patrimoine et de son rendement, pour les exportateurs il signifiait des pertes de parts de marché de plus en plus sévères.

La dégradation des conditions de vie, la montée du chômage et de la misère, associées à une corruption généralisée et au creusement des inégalités, ont conduit à la défaite électorale de Menem, en décembre 1999. Cependant, les espoirs placés dans « l'Alliance », la coalition dirigée par le nouveau président De La Rúa, ont été vite déçus, car le nouveau gouvernement a entériné l'orientation libérale de Menem. La crise et les manifestations de rues ont balayé ce gouvernement, dont les politiques classiques n'avaient plus de prise : ni les mesures très brutales d'austérité à l'intérieur, ni les apports réguliers de capitaux frais et les plans successifs de reprofilage de la dette ne permettaient de débloquer la situation.

Le récent plan Duhalde est centré sur une dévaluation de 30 % du peso. Techniquement, cette décision était inévitable et la forme choisie est la plus nette : on évite le glissement sans fin d'un change flottant, et la création d'une monnaie à deux vitesses. Les répercussions d'une dévaluation sont complexes : si elle rétablit la compétitivité, elle dévalorise tous les patrimoines et alourdit les dettes libellées en dollars. Toute la question, d'ordre social et politique, est de savoir sur qui portera le poids de l'ajustement, des créanciers extérieurs, des banques et entreprises, des petits épargnants et des salariés. Le scénario que Duhalde a en tête est le suivant : se donner une marge de manœuvre en suspendant le paiement de la dette extérieure, dévaluer pleinement les salaires et les dépôts des petits épargnants, couper la poire en deux avec les banques et entreprises. On pourra ensuite, sur la base des gages ainsi fournis, renégocier avec le FMI qui,

pour l'instant, semble tolérer le moratoire de fait sur la dette, ce qui est en soi un indicateur de la profondeur de la crise.

### **La pression des multinationales**

La crise argentine a permis de découvrir que la mondialisation n'est pas seulement l'affaire des Etats-Unis, mais aussi celle de groupes multinationaux, espagnols et français notamment. Telefonica et France Télécom se sont partagés le téléphone, EDF a investi dans Edenor, Suez distribue l'eau (Ondeo), le pétrole (Repsol) est espagnol. Carrefour, Casino et Auchan ont ouvert des hypermarchés qui ont souvent été la cible des pillages. Cela éclaire d'un jour nouveau les discours tenus en Europe sur la pénurie de fonds propres des entreprises, sur le poids excessif des fonds étrangers dans la capitalisation des entreprises et sur la nécessité d'ouvrir le capital des entreprises publiques. Les entreprises européennes, dont certaines font encore partie du secteur public, ont su prendre toute leur part dans la grande braderie néolibérale. Cette situation permet de mieux comprendre aussi les priorités des gouvernements espagnols et français. On pourrait imaginer que l'occasion soit saisie pour explorer d'autres voies que l'ajustement structurel tel que le conçoit le FMI. L'Europe aurait pu faire la démonstration de son attachement à une mondialisation plus humaine. Malheureusement, le test n'est pas réussi. Aznar pour l'Espagne ou Védrine pour la France n'expriment qu'une idée dans les pressions qu'ils exercent sur Duhalde : préserver les intérêts de leurs entreprises et les mettre à l'abri des effets de la dévaluation.

### **La mondialisation néolibérale en procès**

Tout va être fait pour souligner les particularités de l'Argentine. Elles existent évidemment mais ne changent rien au fait que l'un des meilleurs élèves du dogme néolibéral est aujourd'hui un pays en grande partie détruit, et que des milliers de personnes l'ont quitté ou cherchent à le quitter. L'Argentine a libéralisé, privatisé, baissé les impôts et les traitements des fonctionnaires, bloqué les salaires, basculé les retraites vers les fonds de pension, flexibilisé le marché du travail, aligné le peso sur le dollar. Elle avait évidemment reçu l'aval du FMI qui résumait ainsi (*Public Information Notice* n°00/84, octobre 2000) les résultats d'une mission d'évaluation : « les directeurs exécutifs ont salué la forte maîtrise des autorités et leur engagement déclaré à l'égard de leur programme économique, ainsi que les progrès significatifs déjà réalisés dans l'amélioration de la situation fiscale au niveau fédéral aussi bien que régional, et dans la mise en œuvre de réformes structurelles. Celles qui ont été introduites en 2000, particulièrement la réforme du travail et la réforme du système de santé géré par les syndicats, contribueront à la modernisation des relations de travail, favoriseront les créations d'emplois et amélioreront la productivité et la compétitivité de l'économie ».

Cette citation du FMI a le mérite de faire le pont entre la finance internationale et ses implications concrètes sur le terrain social. La logique du plan Duhalde laisse à penser que ce sont toujours les mêmes couches sociales qui vont être mises à contribution : derrière les impératifs de la mondialisation, on retrouve immédiatement la question sociale. Face à une crise d'une telle ampleur, il faudra bien choisir. Ou bien, le fardeau est une nouvelle fois reporté sur le peuple argentin, et ce ne pourrait être que par la force. Ou bien, le pays s'engage dans un processus de double rupture : avec la finance internationale, par le refus de payer la dette ; avec les privilégiés de l'intérieur, par une revalorisation des salaires et des budgets sociaux, une remise en cause des privatisations, et la réforme fiscale qui doit réaliser le nécessaire transfert de richesse, des rentiers vers ceux qui produisent cette richesse. Telle est la leçon fondamentale que nous offre l'Argentine, meilleur élève du FMI, champion des privatisations et de la monnaie forte : la logique dogmatique du capitalisme mondialisé débouche inexorablement sur la catastrophe sociale.